

COPIE

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des réglementations
Références : ACM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société PIROUX INDUSTRIE
à Saint-Etienne-du-Bois**

Le préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1^{er} et notamment son article L.514-2 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 modifié autorisant la société PIROUX INDUSTRIE à exploiter une installation de traitement de surfaces à Saint-Etienne-du-Bois ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2011 reportant d'un an l'échéance de l'arrêt de l'activité de phosphatation tri-cationique
- VU le courrier du 6 janvier 2012 adressé à la société PIROUX INDUSTRIE lui demandant de déposer une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter,
- VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 20 décembre 2012,

CONSIDERANT que la pérennisation du procédé de phosphatation tri-cationique constitue une modification substantielle des conditions d'exploitation nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} : la société PIROUX INDUSTRIE est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à Saint-Etienne-du-Bois, de déposer, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément aux dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

Article 2 : L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.514-1 et L.514-11 du Code de l'environnement.

Article 3 : En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de Saint-Etienne-du-Bois pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet.

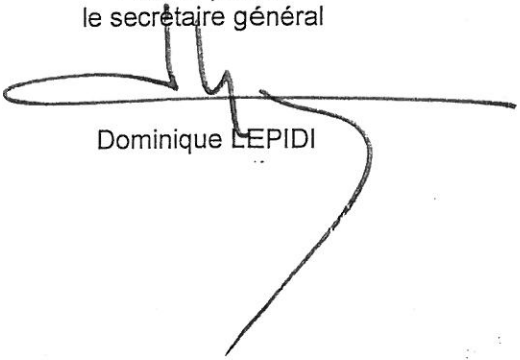
Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le directeur de la société PIROUX INDUSTRIE – Z.I. de Lucinges - 01370 TREFFORT-CUISIAT,

- et dont copie sera adressée :
 - au maire de Saint-Etienne-du-Bois,
 - au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 16 janvier 2013

Le Préfet,
Pour le préfet,
le secrétaire général



Dominique LEPIDI